

«ec la N-VA»



«Oui, Elio Di Rupo a stabilisé le pays. Mais à la manière d'un équilibriste qui est toujours sur son fil.»

© DEBBY TERMONIA

Billet politique Christophe De Caevel



Les petits partis pourraient séduire près d'un électeur francophone sur quatre, selon les derniers sondages sur les intentions de vote. Ils bousculent les partis traditionnels et, un peu, la campagne. Le mouvement peut-il tenir jusqu'au 25 mai?

L'Echo achève une série d'articles de présentation de plusieurs petits partis qui se présentent au scrutin du 25 mai. D'ordinaire, il s'agit là d'un exercice obligé. Cette fois, le thème prend de l'ampleur. Si l'on en croit les derniers sondages, ces partis réunissent ensemble plus de 20% des voix à Bruxelles et en Wallonie, soit le double de leur score de 2010. Certains, en particulier le PTB et le PP, sont susceptibles de faire leur entrée dans l'un ou l'autre parlement.

Que signifie cette attirance pour ces partis alternatifs? En début d'année, nous avons interrogé plusieurs «vieux sages» de la politique belge. L'un d'eux, le sénateur Ecolo Jacky Murael, avait humé ce parfum de contestation. «*Le mécontentement de la population, pour ne pas dire la colère, est palpable, expliquait-il. Ça me rappelle un peu le climat pré-1991 quand le Vlaams Blok avait connu son premier grand succès électoral. Je ne dis pas que l'extrême droite va faire une percée mais il y a un climat de colère citoyenne à l'égard des politiques, qui rend les votes moins prévisibles.*»

Deux éléments se conjuguent pour expliquer ce climat. Tout d'abord, il y a la crise économique persistante qui indique que ni les recettes classiques de droite ni celles de gauche ne parviennent à tirer les pays européens de l'ornière. En outre, avec les quatre principaux partis embarqués dans au moins un gouvernement, les électeurs sont en quelque sorte privés d'un vote d'opposition classique.

D'où l'envie, un peu plus forte

qu'il y a quatre ans, de tenter autre chose, quitte à emprunter les voies les plus radicales. De tout temps, des partis ont cherché à s'implanter à la droite de la droite ou à la gauche de la gauche. Maintenant, nous découvrons aussi les déçus d'Ecolo. D'anciens élus verts animent ainsi le Mouvement de gauche, Vega et le Rassemblement R.

L'autre élément, peut-être plus fondamental, c'est une crise de la démocratie représentative. Manifestement, une part croissante de la population ne se retrouve plus dans ses élus. Et cela bien que le système belge, avec sa proportionnalité et ses voix de préférence qui permettent d'ajuster l'ordre d'élection des candidats, accorde une réelle latitude aux électeurs. À l'heure des réseaux sociaux, les citoyens ont pris l'habitude de commenter en direct et de partager les bonnes idées. Leur demander d'accorder leur confiance pour cinq ans à un groupe de personnes qui décidera des choix essentiels lors de conclaves nocturnes, c'est peut-être en décalage avec le monde d'aujourd'hui. C'est clairement l'hypothèse retenue par le Parti Pirate, qui espère contribuer à réinventer une nouvelle forme de démocratie.

La liste «Stand up for the United States of Europe» répond aussi à ce sentiment diffus d'une structure politique inadaptée à la société moderne. Elle est soutenue par des personnalités qui – de l'économiste Bruno Colmant à Pierre-Olivier Beckers (Delhaize) en passant par le philosophe Guy Haarscher (ULB) – devraient a priori s'inscrire dans des schémas politiques. Les voir opter pour une alternative, pour une liste exclusivement composée de per-

sonnes de moins de 35 ans, nous montre qu'ils veulent aussi contribuer à repenser le modèle démocratique.

Ces petits partis, ces partis «émergents» comme ils préfèrent se qualifier, tiendront-ils le cap jusqu'au 25 mai? Les machines des partis établis vont entamer le sprint final, en redoublant d'efforts pour limiter leurs pertes et récupérer cet électorat qui s'effiloche.

Cela peut donner un résultat très paradoxal: une nette érosion des voix des partis traditionnels mais une stabilité dans les sièges. L'addition des listes alternatives réduit en effet leurs chances d'atteindre le seuil des 5% et donc de participer au décompte des sièges. En chutant de 5 ou 6%, un parti classique pourrait ainsi conserver plus ou moins son groupe parlementaire. Cela ne manquerait pas d'accroître encore le sentiment de malaise et de déconnexion de la classe politique.

Cela dit, l'attention apportée à ces partis émergents et le fait qu'au moins deux d'entre eux soient systématiquement annoncés au-dessus des 5% peut enclencher une dynamique positive. L'argument du vote utile peut de moins en moins facilement se retourner contre eux dans l'isolement. Au contraire, les sondages montrent qu'il est peut-être possible d'amener du sang neuf (même si sa couleur n'est pas toujours très sympathique...) dans les parlements et cela pourrait aider des électeurs à franchir le pas. Comme le disait Jacky Murael, les votes sont plus imprévisibles que jamais. Et c'est sans doute une bonne nouvelle pour la vitalité de notre démocratie.

Avec de tels sondages, les «petits» partis ont peut-être enclenché une dynamique positive. Le vote utile pourrait désormais jouer pour eux et non plus contre eux.



La phase intensive de la campagne, avec l'affichage, va seulement commencer. La différence de moyens entre les partis jouera alors. © REUTERS

EXPRESS

«Je suis à la fois triste et en colère quand je vois l'évolution de Charleroi. J'ai donc décidé de défier le PS dans son fief.» Mischaël Modrikamen conduit la liste fédérale du PP en Hainaut.

«Je suis totalement en phase avec le programme socio-économique de Bart De Wever.»

«Mon modèle, ce n'est pas Marine Le Pen mais plutôt l'UDC suisse ou la Hongrie de Viktor Orban.»

«Nous avons mis fin aux guerres de religion en contenant la religion dans la sphère privée. Certains musulmans veulent aujourd'hui rompre ce consensus.»